

# « De l'argent pour le Pacte d'excellence »

## Le ministre-président Rudy Demotte annonce que des moyens seront dégagés pour réformer l'école.

Ce mercredi encore, la ministre de l'Enseignement Marie-Martine Schyns (CDH) annonçait que le « Pacte pour un enseignement d'excellence », le giga-chantier de réforme de l'école lancé par Joëlle Milquet, se ferait dans une enveloppe budgétaire fermée. Rudy Demotte (PS), ministre-président de la Communauté française, bouscule la donne. Brider ce projet ambitieux pour des raisons budgétaires « serait incompréhensible quand on connaît les

enjeux éthiques et économiques ».

Rudy Demotte explique : « Si les investissements dans les infrastructures et le système scolaires sont le prix à payer pour améliorer notre enseignement, ne doit-on pas avoir une lecture autre que purement monétaire ? Notre gouvernement ne réinventera pas les règles comptables, mais il ne peut pas non plus ne pas répondre à des besoins détectés. »

Le socialiste l'affirme : « On

aura besoin d'argent supplémentaire, des moyens seront dégagés ! Ce sentiment est partagé au sein du conseil des ministres. » Rudy Demotte évoque des moyens existants à réorienter. Mais il propose aussi de prendre l'Europe à son propre jeu : « S'il est vrai que l'enseignement est devenu "le" produit essentiel de nos redéploiements, ne peut-on pas faire une lecture plus souple du carcan budgétaire ? » ■

## Pacte d'excellence : « Des moyens seront dégagés »

► C'était la règle : le Pacte d'excellence devait tenir dans un cadre financièrement neutre.

► C'est fini : le ministre-président Rudy Demotte casse les codes et annonce une lecture plus souple du carcan budgétaire.

ENTRETIEN

Nous sommes dans un moment rare... » On croirait entendre Joëlle Milquet lancer son « Pacte pour un enseignement d'excellence » en septembre 2014. Le propos revient ce 1<sup>er</sup> septembre via Rudy Demotte, ministre-président de la Fédération Wallonie-Bruxelles : « On a parfois été las des réformes dans ce secteur mais, ici, on n'a jamais senti une telle envie de faire autre chose. » En soi, c'est rassurant : voilà un gouvernement qui a mené tambour battant le « chantier le plus

important depuis les années 70 ». Si la ligne n'a pas bougé d'un iota, la manière de faire aboutir le « pacte » ne procède pas de la même notion de l'orthodoxie budgétaire. Alors que jusqu'hier Marie-Martine Schyns (CDH) – nouvelle ministre de l'Enseignement – répétait à l'envi que le Pacte d'excellence devrait être inscrit dans la neutralité budgétaire, son ministre-président (PS) se dit désormais adepte de la souplesse.

**Le Pacte d'excellence était « le » projet du début de la législature, est-ce toujours le cas ?**

Certainement. Ce n'est pas un pacte par défaut. Nous subissons une crise de valeur doublée d'une crise socioéconomique profonde. Or, il est évident que les indices de valeur ajoutée sont immédiatement corrélés avec la qualité de l'enseignement. Par ailleurs, sur le plan individuel, plus on a d'atouts en termes de qualification, plus on a de chances d'avoir un job. Comment couler ces évidences dans la réalité ? La réponse,

c'est le « Pacte d'excellence ».

**Un pacte ambitieux suppose des moyens ambitieux, allez-vous buter sur des questions d'argent ?**

Quand on connaît les enjeux éthiques et économiques, ce serait incompréhensible. Le cadre du Pacte d'excellence nous impose de réfléchir au-delà des limites.

**Va-t-on enfin débloquer des moyens pour lancer ce pacte ?**

Un, il faut rappeler que le problème fondamental de notre enseignement n'est pas, à la base, son manque de moyens. Il n'est certainement pas sous-financé, par contre la manière d'organiser les dépenses peut être modifiée. Deux, l'Europe est très branchée sur l'économie innovante où priment la dématérialisation et la valeur de la matière grise. Ceci amène un débat sur un réinvestissement dans l'école et donc sur les balises budgétaires que l'Europe nous impose. Si les investissements

dans les infrastructures et le système scolaires sont le prix à payer pour améliorer notre enseignement, ne doit-on pas avoir une lecture autre que purement monétaire ? Notre gouvernement ne réinventera pas les règles comptables, mais il ne peut pas non plus ne pas répondre à des besoins détectés.

**C'est-à-dire ?**

On aura besoin d'argent supplémentaire, des moyens seront dégagés ! Ce sentiment est partagé au sein du conseil des ministres. Je l'ai dit, il y a évidemment des moyens existants à réorienter, mais l'enjeu de société est tel qu'un consensus existe désormais autour de cette question. On la résoudra en prenant l'Europe à son propre jeu : s'il est vrai que l'enseignement est devenu « le » produit essentiel de nos redéploiements, ne peut-on pas faire une lecture plus souple du carcan budgétaire ? C'est l'approche que nous adopterons, c'est la langue que nous parlerons.

### Espérez-vous décrocher des moyens supplémentaires auprès de l'Europe ?

Elle pourrait en tout cas nous aider par certaines décisions : en revoyant, par exemple, les règles absurdes en matière de comptabilisation des investissements publics, qui nous contraignent à enregistrer l'investissement sur un seul exercice budgétaire – même s'il est remboursé et financé sur dix ou vingt ans –, le tout en respectant un équilibre budgétaire ! Nous avons à maintes fois demandé au fédéral de relayer cette requête à l'Europe, qui est

un véritable frein à l'investissement public. Lorsque l'on édifie des bâtiments scolaires, on fait de la construction, et en faisant de la construction, on alimente la sécurité sociale... L'effet retour n'a rien de fantasmagorique, il est bien réel. Si nous réussissons, c'est l'ensemble des acteurs qui en bénéficient. Donc tout

le monde a intérêt à nous faire réussir.

### Sortir des trajectoires budgétaires, c'est nécessairement s'endetter ?

Ce n'est pas aussi simple que cela. Le fédéral parle souvent de l'effet retour de ses mesures. Nous l'envisageons à notre niveau : si demain nous dopons le redéploiement économique parce que nous investissons dans la matière grise, nous améliorerons nécessairement les indicateurs. Je rappelle que les accords de refinancement de la Saint-Quentin et de la Saint-Polycarpe prévoient une liaison de nos moyens à la croissance. Donc, en contribuant à la croissance, nous créons une part du produit de notre propre redéploiement.

### Le pacte sera phasé, est-ce pour alléger la facture ?

Si on avait la faculté de

mettre tous les moyens sur la table tout de suite... on ne le ferait sans doute pas. Il y a des centaines de réformes en jeu : qui peut croire qu'on peut les mener toutes de front ? En fait, l'argument budgétaire n'est pas le principal pour le phasage, mais ça aide à prendre les décisions raisonnées ! Et je sais que Marie-Martine Schyns fait preuve de la même réflexion. Nous avons la volonté de répondre à tous les besoins, nous n'abandonnerons pas des mesures parce qu'elles sont onéreuses, mais on les inscrira de manière raisonnée dans une programmation.

### Vous engagez-vous à appliquer l'ensemble des recommandations du groupe central ?

C'est comme au restaurant : avant d'accepter un menu, il faut en prendre connais-

sance... Nous avons déjà donné un certain nombre d'indicateurs de notre confiance au groupe central. Ensuite, il va faire un travail de dépôt des mesures avec des objectifs chiffrés et un phasage dans le temps. Le politique fait confiance a priori à la démarche participative, mais je n'exclus pas que sur l'une ou l'autre mesure, on doive débattre. Oui, il y aura des débats sur l'ordre des chantiers, mais il ne faut pas oublier qu'on n'est pas juste dans de la création de valeur ajoutée ou la création d'hommes machines-outils, on est dans le cœur sociétal de notre redéploiement. Ce qui manque, dans notre société, et que j'ai envie de porter comme chef de gouvernement, c'est cette dose d'utopie mobilisatrice qui passe par l'enseignement. ■

Propos recueillis par  
**BERNARD DEMONTY**  
et **ÉRIC BURGRAFF**

## ANALYSE

Le ministre-président de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Rudy Demotte, tente un « strike » dans le dossier capital du Pacte d'excellence. D'abord, et c'est l'essentiel, il annonce la recherche active de financements complémentaires. Une bonne surprise, y compris pour... la ministre compétente, Marie-Martine Schyns qui, ce mercredi encore, parlait d'une opération neutre budgétairement.

Deuxième avantage de cette opération : en annonçant un financement, Rudy soigne sa mise de ministre-président. Et l'on sait que ce n'est pas un luxe, certains, au sein même de son parti, le PS, doutant de la valeur ajoutée de la Fédération Wallonie-Bruxelles et, par ricochet, de son ministre-président. Un indice de cette volonté de positionnement fort, c'est aussi la référence au plan Marshal. Dans les esprits, ce plan, globalement présenté comme une réussite, a per-

mis à la Région wallonne de renforcer sa légitimité et à Jean-Claude Marcourt, son principal artisan, d'exister. Rudy Demotte estime, peut-être à raison, que ce grand projet pour l'enseignement, avec plusieurs grandes étapes très médiatiques, devrait permettre à son institution de gagner quelques trophées. Le parti du ministre-président peut aussi se réjouir de cette annonce sonnante et trèsbuchante concernant le Pacte d'excellence. C'est que,

depuis le début des travaux, l'opération est particulièrement estampillée CDH. Joëlle Milquet a lancé le chantier, et, désormais, Marie-Martine Schyns a repris les travaux et parvient à les incarner. Le pari de Rudy Demotte n'est pas sot, mais il devra se confronter à la réalité des chiffres. Car si le financement désormais attendu n'arrive pas, nul doute que les vieux démons de la Fédération reprendront soudainement vigueur.

E.B. ET B.DY

## GOVERNANCE ET INSPECTION

### « Une révolution mentale de la relation de l'enseignant à son contexte institutionnel »

« L'enseignant sera au centre du processus. Je vais me battre aux côtés de Marie-Martine Schyns pour les encourager à s'approprier l'opération. Nous voulons notamment modifier la relation de l'enseignant avec son milieu de travail : il a trop souvent l'impression d'être entre le marteau (l'établissement, les programmes) et l'enclume (l'inspection). En matière de gouvernance, la démarche par objectifs que nous privilégierons est beaucoup plus collective et plus intéressante. Dans cette optique, la réforme de l'inspection suppose de travailler sur l'accompagnement des professeurs. On cherche une révolution mentale de la relation de l'enseignant à son contexte institutionnel. Elle passe par plus d'autonomie pédagogique : les plans de pilotage à l'échelle de chaque établissement seront autant de mini-pactes d'excellence au plan local. »

E.B. ET B. DY.

## TRONC COMMUN

### « Réinventer l'école dans une optique polytechnique »

« Notre enseignement reste inégalitaire, au début, pendant et au terme du processus scolaire. Avec un constat cinglant : parfois, ce qui aurait dû être réduit ne l'est pas, que du contraire. L'indispensable recherche d'équité se fera notamment via le tronc commun. Attention, le tronc commun, ce n'est pas prendre ce qui existe aujourd'hui en y ajoutant douze mois. Ça reviendrait à ajouter un an qui n'irait pas, à deux ans qui ne vont de toute façon pas... Le but n'est pas de laisser patauger les jeunes dans un marais au début du secondaire, c'est de réinventer l'école dans une optique polytechnique. On renoncera à une séparation des formes d'intelligence pour repenser un enseignement valorisant tous les types d'intelligence et bannissant leur hiérarchisation. La notion de métier technique dérivé ou par défaut, c'est fini. C'est l'optique que la majorité veut porter. »

E.B. ET B.DY.

## ORGANISATION

## « Une évolution dans une optique semblable au Plan Marshall »

« Le Pacte pour un enseignement d'excellence évolue dans une optique semblable au Plan Marshall initié par la Wallonie. J'ai longtemps été à la manœuvre de cette opération et j'y retrouve les mêmes ingrédients : des experts, des acteurs impliqués et un gouvernement ambitieux. Principal point commun : le plan Marshall comme le Pacte d'excellence ont confié à un organe extérieur au gouvernement la procédure d'édification. De plus, on lui demande de faire des propositions sur la manière d'organiser les choses et d'affecter les moyens. Enfin, il y aura le monitoring, l'évaluation régulière qui sera confiée à un organe le plus indépendant possible. Je plaide pour une évaluation à un rythme soutenu : revenir devant le gouvernement tous les trois mois permettrait d'assurer l'implication de chacun tout en maintenant une certaine forme de pression. »

E.B. ET B.DY.

## nouveautés Profs qualifiés et citoyenneté

Ce jeudi 1<sup>er</sup> septembre, de nouveaux cours et des dispositions toutes fraîches attendent non seulement les élèves et les parents, mais aussi les enseignants. Voici les quatre changements à retenir.

**1 Le cours d'éducation à la philosophie et à la citoyenneté.** Pour les élèves de primaire et leurs parents, c'est la nouveauté la plus visible de cette rentrée : un temps qualifié de « cours de rien » par les mauvaises langues, le cours de philo-citoyenneté, en débat depuis des années, est né. Il est censé transformer nos chères têtes blondes en « citoyens responsables pouvant vivre dans une société pluraliste ». Dixit la définition officielle aux élans lyriques qui évoque « la construction de l'individu en tant qu'être unique, mais en interaction avec les autres face aux problèmes communs de l'existence ». Plus prosaïquement, ce nouveau cours apparaît dès maintenant dans les écoles primaires de l'enseignement officiel – le secondaire suivra dans un an. Dans les faits, il concerne principalement les écoles communales, soit un établissement du fondamental sur deux. Il vient remplacer une des deux heures de morale ou de religion, voire les deux périodes à la demande des parents. Dans l'enseignement libre, la notion de philo-citoyenneté est distillée dans l'ensemble du cursus.

**2 Le réaménagement de l'enseignement qualifiant.** Les élèves entrant en 3<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> années du secondaire technique et artistique bénéficient d'une refonte de leur grille horaire. Celle-ci laisse plus de place aux cours généraux. Il s'agit d'un renforcement des maths, des sciences et des langues modernes pour les 3<sup>e</sup> et du fran-

çais, de l'histoire-géo-économie et des langues modernes pour les 5<sup>e</sup>. Fort logiquement, en septembre 2017, les 4<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> suivront ce mouvement visant à muscler les compétences et les savoir, et à doper les chances de réussite dans le supérieur.

**3 Les titres et fonctions.** Pour les 100.000 enseignants de la Fédération Wallonie-Bruxelles, c'est une véritable révolution attendue depuis 40 ans. Grosso modo, la réforme des titres et services doit permettre de professionnaliser le corps enseignant et d'améliorer la qualité des cours en liant chaque matière à une formation et à un barème spécifique. Fini l'employé de banque reconverti en prof de néerlandais ? Pas forcément, si la filière est en pénurie. Mais le directeur d'établissement devra toujours lui préférer un diplômé en langue germanique avec son agrégation en poche, puis une personne de grande expérience. Pour les enseignants nommés, cela ne change pas grand-chose, au contraire des profs aux contrats précaires qui pourraient faire les frais de cette réforme.

**4 Un meilleur accueil des jeunes professeurs.** Durant leurs cinq premières années, plus de 35 % de nouveaux profs du primaire et du secondaire changent de métier. Pour freiner cette véritable hémorragie qui prive l'école de nombreux talents, Marie-Martine Schyns, ministre de l'Éducation, a décidé que, dès maintenant, les enseignants tout frais doivent bénéficier du soutien d'un collègue expérimenté. Les directeurs d'établissement sont désormais obligés de désigner un référent endéans les 15 jours de la prise de fonction du jeune prof. ■

JULIEN BOSSELER

## LES VISAGES DE L'OMBRE

Pierre « Pierrot » Charpentier est responsable cuisine à l'Athénée royal Marche-Bomal depuis 11 ans. « Nous sommes quatre personnes qui travaillons dans les cuisines. On produit les repas pour les enfants des crèches, pour les maternelles, les primaires et les secondaires. Du coup, on prépare trois services par jour, explique-t-il. On commence la journée dès 7h30 pour la terminer vers 16 h. Tous les jours, nous proposons, potages, légumes, crudités, féculents et viande ou poisson. On propose également un menu végétarien. » En général, la cantine scolaire n'a pas vraiment bonne presse. Mais Pierre considère son travail comme une passion et essaye de sensibiliser les jeunes à une alimentation saine. « J'élabore les menus moi-même, avec le soutien d'un diététicien. La plupart des produits frais viennent de fermes environnantes pour privilégier le circuit court. Et cette année, nous pourrions utiliser les légumes du nouveau potager. On fonctionne avec un système de buffet. Mais les enfants sont obligés de se servir en légumes. On essaye parfois de trouver des astuces pour rendre les produits les moins populaires plus attrayants pour les jeunes. Et, à la fin, l'assiette doit être vide. Chaque année, on rencontre des élèves avec des troubles de l'alimentation et chaque année, on parvient à trouver une solution avec eux. »

TH.CA.